

La municipalité recadre l'opposition sur le débat citoyen

Les questions diverses en Conseil municipal ne sont pas des délibérations



La municipalité recadre l'opposition sur le débat citoyen

Photo : Le maire Marie-Thérèse Broca-Lannaud : " l'opposition MENT sur le déroulement d'une séance du conseil municipal"

Communiqué de la municipalité

La Vérité

Les élus d'opposition ont fait inscrire sur le journal « La Dépêche » un texte (voir ci-dessous) concernant le « Débat Citoyen ».

Lors du conseil municipal en date du 23 janvier 2019, toutes les affaires portées à l'ordre du jour ont été traitées avec vote. Le « Débat Citoyen » n'y figurait pas. Dans les questions diverses, l'opposition n'a rien demandé à ce sujet. Madame le Maire a parlé du « Débat Citoyen » et a donné le 15 février 2019 comme date. Aucun vote n'a été fait, cela était une information.

La Préfecture n'impose rien elle, donne des indications pour faciliter la mise en place du débat que tout citoyen peut organiser.

Depuis cette date, des citoyens valenciens ont adressé à Madame le Maire une lettre pour demander une salle dans le but d'organiser un « Débat Citoyen ». Devant cette démarche, par démocratie, le débat envisagé par la mairie faisait double emploi. Il a donc été annulé pour laisser la voix aux habitants.

La Mairie n'a absolument rien « confié, ni désigné personne ». C'est une interprétation négative de l'opposition.

La majorité du Conseil Municipal prend acte qu'à partir d'un élément, l'opposition MENT sur le déroulement d'une séance du conseil municipal. Elle veut faire supporter, à la majorité municipale, une méconnaissance et une dérive administrative, ainsi que travestir la réalité.

L'opposition confond les affaires portées à l'ordre du jour avec les questions diverses où rien n'est voté, c'est simplement de l'information.

La majorité municipale travaille dans le respect des règles administratives avec rigueur et sérieux pour faire avancer Valence.

Nous vous laissons le soin de juger.

Communiqué de trois citoyens parmi d'autres...

Quelque soit notre sympathie, ou pas, pour le mouvement dit «des Gilets jaunes», quelque soit notre considération «citoyenne et démocratique» envers le Conseil Municipal dans son ensemble, l'initiative d'organiser un débat citoyen demeure essentiellement la notre. C'est à dire, celle de trois retraités... soucieux que la parole de tous puisse s'exprimer, face à l'évolution sociale complexe et difficile de notre Pays.

Nous souhaitons, par conséquent, vous voir nombreux, le jeudi 28 février, à 20 h 30, afin que la parole, les remarques et les commentaires, les suggestions et les propositions de chacun, celles des jeunes comme des moins-jeunes, puissent être retranscrites en toute simplicité.

Nous avons fait le choix d'une organisation dont les contours apparaissent dans l'affiche, selon nos propres moyens et avec l'aide de quelques bénévoles, le reste appartiendra aux participants.

Signé : Pierre Larroche, Jean Louis Mouton, Christian Lecoq.

Communiqué de l'opposition

Le 23 janvier, le Conseil Municipal de Valence-sur-Baïse a décidé, suite à une interrogation des élus minoritaires, mais aussi à la demande de la Préfecture du Gers, d'organiser un grand débat national, le 15 février, à 20 h 30. Celui-ci a été reporté au 23 février, la salle des fêtes n'étant pas disponible.

Nous avons appris par voix de presse, puis le 13 février par un communiqué du secrétariat de la mairie, que le débat prévu le 23 février est annulé et confié à des citoyens valenciens.

Cette démarche est choquante et illégale car toute décision prise en conseil municipal, de plus à l'unanimité, doit être respectée. L'annulation ne peut se faire que par une nouvelle décision de conseil municipal.

Les aspirations soulevées par le mouvement des « gilets jaunes » qui ont imposé ce grand débat national (salaires, justes prix, retraites, services publics, environnement, gestions publiques, ...) méritent une autre considération et ne peuvent être récupérées par qui que ce soit.

Malgré cette faute de procédure, nous appelons tous les Valenciens et Valenciennes, et principalement les jeunes car les premiers concernés, à venir exprimer, lors du débat du 28 février, leurs aspirations et propositions, tant au niveau local que national.

Signé : Les conseillers minoritaires de Valence-sur-Baïse : Paul Capéran, Chantal Verzeni et Alain Lasserre